

# Où en est la loi promise par François Hollande à Florange ?

Le Monde.fr | 27.09.2012 à 12h39 • Mis à jour le 27.09.2012 à 12h43

Par Alexandre Lemarié



François Hollande à l'usine ArcelorMittal de Florange (Moselle), le 24 février. | AP/Francois Cugnot

*"Que François Hollande tienne sa promesse !"* Xavier Phan Dinh, délégué CGT au comité d'entreprise européen d'Arcelor Mittal, n'a pas oublié l'engagement pris par M. Hollande pendant la campagne présidentielle. Au nom des salariés de l'aciérie de Florange (Moselle), inquiets pour l'avenir des deux hauts-fourneaux du site, dont l'arrêt définitif pourrait être officialisé lundi 1er octobre par la direction, le syndicaliste demande jeudi 27 septembre au chef de l'Etat *"de mettre en corrélation ses paroles et ses actes"* pour sauver le site.

Selon *Libération* ([http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/le-plan-de-l-etat-pour-florange\\_849170](http://www.liberation.fr/economie/2012/09/26/le-plan-de-l-etat-pour-florange_849170)), le sidérurgiste luxembourgeois a d'ores et déjà confirmé au gouvernement sa décision de fermer les deux unités menacées. Mais, toujours selon le journal, le gouvernement serait en négociation avec ArcelorMittal en vue de la reprise d'une partie de son site. Pour rester présent, Arnaud Montebourg se rend sur place ce jeudi.

**Lire : ArcelorMittal : Montebourg à Florange. scénario de reprise évoqué** ([http://economie/article/2012/09/27/arcelormittal-montebourg-a-florange-reprise-evoquee\\_1766252\\_3234.html](http://economie/article/2012/09/27/arcelormittal-montebourg-a-florange-reprise-evoquee_1766252_3234.html))

Xavier Phan Dinh rappelle que le 24 février 2012, celui qui était alors le candidat du Parti socialiste avait promis une proposition de loi ([http://election-presidentielle-2012/article/2012/02/25/les-candidats-lances-dans-la-course-aux-usines\\_1648396\\_1471069.html](http://election-presidentielle-2012/article/2012/02/25/les-candidats-lances-dans-la-course-aux-usines_1648396_1471069.html)) visant à contraindre un industriel à examiner les propositions de reprise, quand il se désengage d'un site rentable.

## LA PROMESSE DE HOLLANDE

A l'époque, dans un silence de plomb, devant des centaines de visages graves, M. Hollande était monté sur la camionnette de l'intersyndicale pour présenter cette mesure, lors d'une visite au site sidérurgique de Florange, à dix kilomètres de Gandrange, l'aciérie d'ArcelorMittal fermée depuis 2009 malgré les promesses de M. Sarkozy.

*"Je viens devant vous prendre des engagements (...) Je ne veux pas me retrouver dans la situation d'être élu un jour sur une promesse et ensuite de ne pas revenir parce qu'elle n'aurait pas été tenue"*, avait lancé le candidat Hollande. Son discours avait déclenché les applaudissements.

Cette proposition, qui correspondait à une revendication des syndicats du site, vise à lutter contre le démantèlement des entreprises françaises. Elle semble

adaptée pour sauver le site de Florange, alors que le groupe a indiqué qu'il refusait de la vendre à un repreneur.

**Lire : [Après sept mois de conflit, les métallos de Florange bientôt fixés sur leur sort](#) ([/economie/article/2012/09/26/ultimes-negociations-pour-trouver-une-solution-au-conflit-social-a-florange\\_1765805\\_3234.html](#))**

"C'est une loi qui doit nous protéger car même si Mittal ferme le site, il ne pourra pas le démanteler, alors que le PDG du groupe souhaite justement que celui-ci ne soit pas revendu à un concurrent", [assurait](#) ([/election-presidentielle-2012/article/2012/02/27/la-mesure-controversee-de-m-hollande-contre-la-fermeture-des-usines\\_1648756\\_1471069.html](#)), au moment de l'annonce de M. Hollande, Edouard Martin, représentant CFDT au comité d'entreprise européen d'ArcelorMittal.

Autre argument des salariés, qui estiment que la "loi Hollande" pourrait sauver le site mosellan : ce dernier a été jugé "*viable, fiable et rentable*", à condition d'investir, selon [le rapport](#) ([http://www.lepoint.fr/societe/arcelormittal-le-site-de-florange-est-viable-28-07-2012-1490438\\_23.php](#)), d'une mission d'expertise remis le 28 juillet au ministre du redressement productif, qui se rendra sur le site jeudi après-midi pour "*faire des propositions concrètes*" aux salariés.

## LE TEXTE SE FAIT ATTENDRE

Mais le texte, en cours d'élaboration, ne devrait pas voir le jour avant la fin de l'année, donc trop tard pour Florange. Le gouvernement tenterait donc "*de persuader Mittal que la loi s'applique, en quelque sorte, par anticipation*", selon *Libération*.

"Nous sommes en situation de déposer une proposition de loi", a indiqué le patron des députés PS, Bruno Le Roux, dans [un entretien au Monde](#) ([/politique/article/2012/09/18/bruno-le-roux-met-en-garde-la-majorite-sur-les-jeux-personnels\\_1761734\\_823448.html](#)), publié le 18 septembre. "*Le gouvernement a inscrit cet élément à l'agenda de la conférence sociale. Je suis en discussion avec le premier ministre pour que nous puissions répondre à l'urgence constatée sur nos territoires. Je souhaite qu'une adoption rapide soit possible*", a-t-il ajouté.

Pour montrer qu'il agit, alors que les fermetures d'usine se multiplient, le gouvernement aurait intérêt à mettre en place cette mesure, avait déjà plaidé M. Le Roux, le 23 juillet sur RTL, souhaitant que le texte soit examiné "*le plus vite possible à l'Assemblée nationale*". Cette proposition "*marquait une volonté pendant la campagne et pas seulement une volonté électorale*", avait-il assuré.

## "UNE AUTRE VISION DE LA PAROLE DONNÉE QUE SARKOZY..."

[S'exprimant sur le plan social à PSA](#) ([/economie/article/2012/09/11/a-aulnay-les-elus-locaux-ne-lacheront-jamais-les-salaries-de-psa\\_1758716\\_3234.html](#)), la députée communiste de Seine-Saint-Denis, Marie-George Buffet, a également exigé récemment que le texte, visant à empêcher les entreprises de fermer un site quand des repreneurs existent, soit être inscrit le plus rapidement possible au Parlement.

[La proposition de loi](#) ([http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion4412.asp](#)) avait été déposée à l'Assemblée nationale le 28 février par François Hollande, Laurent Fabius et d'autres députés PS. Aussitôt déposé, le texte avait été [enterré par la majorité de droite](#) ([/election-presidentielle-2012/article/2012/02/28/la-proposition-hollande-contre-la-desindustrialisation-enterree-par-le-gouvernement\\_1649228\\_1471069.html](#)). Le gouvernement avait refusé d'appliquer la "*procédure accélérée*" qui aurait permis d'examiner cette proposition avant la fin des travaux parlementaires.

Aujourd'hui, face à la menace de fermeture du site de Florange, le délégué CGT au comité d'entreprise européen d'Arcelor Mittal en appelle au chef de l'Etat. "*François Hollande ne peut pas promettre et ne pas faire. J'espère qu'il a une autre vision de la parole donnée que Nicolas Sarkozy...*"